



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Faites Preuve de Bonne foi et Respectez le NCQG: Un Appel aux Pays Développés

Bakou, Azerbaïdjan, 20 novembre, 2024: Les parties prenantes africaines de divers horizons, notamment la société civile, les femmes, les jeunes, les populations autochtones, les confessions religieuses, les parlementaires, les agriculteurs et les jeunes, expriment leur profonde déception face au manque de progrès substantiels dans les négociations de la COP29. À seulement trois jours de la conclusion des pourparlers, les discussions clés restent au point mort, laissant les nations africaines et d'autres pays en développement frustrés par ce qui semble être un manque d'ambition et d'engagement de la part des nations développées.

Il est significatif que les discussions autour du nouvel objectif quantifié collectif (NCQG) sur le financement climatique - un élément essentiel pour remplacer l'engagement annuel de 100 milliards de dollars qui expire en 2025 - restent controversées. Les estimations actuelles suggèrent que les besoins financiers annuels pourraient dépasser 1 300 milliards de dollars d'ici 2030, avec des propositions du Sud global, comme le Pakistan, demandant un minimum de 2 000 milliards de dollars par an. Pourtant, le consensus sur la structure et le calendrier du NCQG reste difficile à atteindre.

Nous soulignons notre engagement et notre contribution indéfectibles à relever les défis climatiques urgents auxquels sont confrontées l'Afrique et la communauté internationale. Nous saisissons cette occasion pour rappeler aux parties à la CCNUCC leur engagement à produire des résultats ambitieux, crédibles et transformateurs pour la COP29.

Compte tenu de l'état actuel des négociations, nous sommes sceptiques quant aux possibilités d'un résultat transformateur, pleinement conscients du fait que les dirigeants des pays développés sont restés constamment trompeurs dans le processus de négociation, explorant toutes les voies pour affaiblir l'esprit et la lettre de l'Accord de Paris.

Les progrès sur presque toutes les questions sont restées informelles, une entreprise décevante pour les représentants de l'Afrique et du Sud global qui sont arrivés à Bakou avec un sens clair de l'urgence des problèmes à résoudre et des décisions nécessaires pour assurer une clôture urgente.

En tant que représentants des voix africaines, nous continuons à exiger un financement public et des subventions pour le climat, avec des dispositions financières des pays développés aux pays en développement et des mécanismes de financement accessibles aux communautés les plus démunies. Tout ce qui ne correspond pas à cela est un résultat inacceptable !

Les pays développés ont démontré, par leurs réponses précédentes aux pandémies, que les ressources sont disponibles, et tout ce qui manque, c'est la volonté politique et l'engagement à agir.

La demande de 1,3 billions de dollars US est le minimum de base du financement public pour le climat que nous recherchons. Le secteur privé peut apporter sa contribution financière au-delà de cet engagement pour relever l'énorme défi de l'adaptation. La pression en faveur d'un financement climatique mobilisé par le secteur privé, sous la forme de prêts qui réduisent en fin de compte la marge de manœuvre budgétaire dont

disposent les pays africains pour assurer l'adaptation aux côtés des services essentiels, doit être combattue dans toutes les salles de négociation.

Nous réitérons que les négociations sur le financement, en particulier sur le NCQG, qui est essentiel pour renforcer la résilience de l'Afrique et du monde au changement climatique, ne sont pas sur la bonne voie !

Nous avons également constaté la lenteur des progrès dans l'obtention de décisions progressistes sur l'Objectif mondial d'adaptation et ses moyens de mise en œuvre. Pourtant, la mise en œuvre de mesures d'adaptation fortes reste au cœur de la lutte contre l'injustice climatique historique et actuelle.

Dans notre appel à des progrès significatifs sur l'Objectif mondial d'adaptation au cours de ce cycle de négociation, nous soulignons qu'un Objectif mondial d'adaptation (GGA) ne peut exister sans moyens de mise en œuvre, qui incluent le transfert de technologie, le renforcement des capacités et le financement climatique.

Il est essentiel que l'aspect financier de l'objectif reste au premier plan des négociations sur l'GGA pour garantir que nos objectifs soient cohérents, homogènes et réalisables. L'GGA ne doit pas être considéré comme un simple exercice académique ou une exploration scientifique ; il doit plutôt avoir un objectif clair qui entraîne un réel changement.

Même dans ce cas, la réalisation de l'objectif n'est qu'un début ! Nous appelons les parties à la CCNUCC à la COP29 à veiller à ce que davantage de financements publics sous forme de subventions soient mis à disposition pour l'adaptation au climat, afin qu'ils correspondent mieux aux priorités des pays développés. Tous les pays développés devraient suivre les traces de la Suède (dont nous saluons grandement les efforts), en adaptant leurs efforts à leurs propres capacités.

En tant que porte-parole des peuples et des communautés africaines, nous insistons sur le fait que des progrès substantiels doivent être réalisés à Bakou pour sécuriser le GGA.

Mais nous sommes clairs ! Nous n'entendons pas d'ambition, d'espoir et d'inspiration dans les salles de négociation. Ces salles sont devenues des centres de frustrations et de lamentations pour les négociateurs des pays en développement, en particulier d'Afrique.

Pour être précis, nous exigeons que la décision de la COP29 reconnaisse les besoins et les vulnérabilités des communautés, des sociétés et des nations, rendant le financement du GGA plus réactif à l'évolution des besoins et des vulnérabilités.

Cette semaine, les négociations sont passées à la phase politique, menée par les ministres. L'histoire montre que cette étape conduit souvent à des complications et à des compromis injustes, car les politiciens ont tendance à faire des compromis sur les principes fondamentaux et à conclure divers accords. En conséquence, les intérêts nationaux peuvent diluer la position unifiée mise en avant par l'AGN.

Nous exhortons les pays développés à s'abstenir d'attirer les dirigeants africains par des pots-de-vin ou des incitations manipulatoires visant l'élite politique. En outre, nous mettons en garde contre l'exploitation injuste et trompeuse de l'Accord de Paris pour faire du commerce sur leurs technologies et saper le processus de renforcement des capacités.

Notre slogan – Une Afrique, une voix, une position – doit trouver un écho. Les dirigeants politiques impliqués dans les négociations de cette semaine doivent se réunir et s'appuyer sur le travail préparatoire posé par nos négociateurs sous la direction de l'AGN.

Le bilan mondial doit continuer à éclairer les discussions dans les salles de négociation pour faire avancer des sociétés et des économies inclusives et durables grâce à l'action climatique.

Nous craignons que les besoins et les circonstances spécifiques qui sous-tendent le contexte de l'Afrique en tant que continent n'aient pas encore trouvé leur place dans les négociations. Ce principe directeur cardinal devrait guider les négociations dans tous les domaines.

Alors que nous approchons de la dernière ligne droite de la COP29, nous restons déterminés à plaider en faveur d'une réponse mondiale centrée sur les populations, juste et équitable à la crise climatique. Nous continuons d'exhorter toutes les parties à conclure rapidement les points de négociation importants qui garantissent que le financement climatique s'écoule vers les communautés en première ligne. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à danser sur des tombes crues !

FIN

Note aux rédacteurs:

Au début de la COP29, la PACJA a publié une déclaration sur les demandes de l'Afrique pour une réponse juste et urgente à la crise climatique, guidée par notre position pour la COP29 qui appelle à garantir un nouvel objectif quantifié collectif (NCQG) ambitieux basé sur les besoins en matière de financement climatique. Notre déclaration d'entrée a soulevé des préoccupations fondamentales sur le NCQG, la priorisation de l'adaptation, la garantie d'une transition juste, les pertes et dommages et le renforcement de la responsabilité et de la transparence dans l'action climatique. Les deux déclarations sont disponibles sur notre site Web www.pacja.org pour référence ultérieure.

À propos de la PACJA

L'Alliance panafricaine pour la justice climatique est un consortium de plus de 2000 organisations de 54 pays africains qui rassemble une diversité de membres issus d'organisations de base, d'organisations communautaires, d'organisations confessionnelles, d'organisations non gouvernementales, de fiduciaires, de fondations, de communautés autochtones, d'agriculteurs et de groupes pastoraux avec une vision commune pour faire progresser une approche centrée sur les personnes, fondée sur les droits, juste et inclusive pour relever les défis climatiques et environnementaux auxquels l'humanité et la planète sont confrontées.

Site Web: www.pacja.org

Pour plus d'interviews, contactez M. Fidele Niyigaba, Responsable de la communication et de la gestion des connaissances, Pan African Climate Justice Alliance, Tél. : +254743236888/ +250788616669